



Association
québécoise pour
la Taxation des
Transactions
financières et
pour l'Action
Citoyenne

BULLETIN NO 24 FÉVRIER 2009

« Le monde de la haute finance se laisse
seulement comprendre si l'on a conscience
que le maximum d'admiration va à ceux-là
mêmes qui fraient la voie aux plus grandes
catastrophes. »

John Kenneth Galbraith

Saisir les fondements de la crise financière

En novembre dernier, Attac en association avec le Centre justice et foi, organisaient une journée d'étude qui a connu un franc succès. Deux conférences, en ouverture et en clôture, approfondissaient la réflexion au-delà des discours habituels sur cette crise dévastatrice, la plus grave à survenir depuis les années 30. Pour chacun des 2 conférenciers, la même idée centrait leur discours : que ce soit pour trouver les racines profondes de cette crise ou les issues pour en sortir, il faut « sortir des méandres techniques » que l'on nous montre habituellement pour questionner les « valeurs » qui ont enraciné la crise, mais aussi retrouver celles qui permettront d'en sortir.

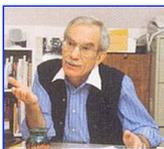
Les différentes manifestations de la crise



Conférence par Robert Jasmin; compte rendu: Monique Jeanmart

Dans sa conférence d'ouverture, Robert Jasmin montre que la crise est globale. Financière, elle cache aussi la crise environnementale.

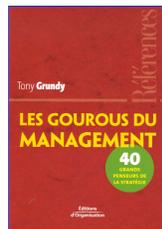
Crise financière globale : quelles voies de sortie?



Conférence par Jacques B. Gélinas; compte rendu: Monique Jeanmart

Le conférencier retrace « les méandres techniques » qui ont mené le monde à la crise financière actuelle, du marché des *subprimes* à la mise en défaut de millions de propriétaires immobiliers sur-endettés.

Mécanismes financiers et conséquences pour les citoyens



Atelier par Marc-André Gagnon; compte rendu : Jean Philippe Baillargeon

Les grands gourous de la Finance ont financé des organisations gérant un discours orthodoxe sur le bon fonctionnement d'un marché laissé à lui-même et que selon eux, si on en est là, c'est la faute de l'État. Est-ce le cas?

Les taxes globales pour contrer la crise



Atelier par Claude Vaillancourt; compte rendu : Jean Philippe Baillargeon

Même si la popularité des taxes globales est en hausse en temps de crise, ces

Spéculation financière et crise alimentaire mondiale



Atelier par Louis Gaudreau; compte rendu : Stéphanie Lessard Gagnon

Depuis plus d'un an, la crise alimentaire mondiale fait couler beaucoup d'encre et les explications abondent sur les causes de la flambée des prix de denrées comme le blé, le maïs, le riz et les céréales.

Des Forum sociaux aux cafés rencontres organisés le 3e mercredi de chaque à Montréal, ATTAC continue son rôle d'éducateur. On trouvera ci-dessous les comptes-rendus de quelques-unes de ces activités.

Le Forum social de l'Outaouais : un autre monde est possible



Compte rendu : Marie Ève Thériault (novembre 2008)

Près de 500 participants ont participé au Forum social de l'Outaouais qui se déroulait à l'Université du Québec en Outaouais du 7 au 9 novembre dernier, transformant l'événement sans précédent en une réussite incontournable.

L'altermondialisme, toujours une avenue ?



Conférence par Robert Jasmin et Lorraine Guay; compte rendu: Ghislaine Raymond

Lors d'une conférence donnée dans le cadre des Café rencontre d'ATTAC Montréal en septembre 2008, les deux conférenciers discutent des enjeux reliés à la crise financière actuelle et remettent en question l'altermondialisme que nous pratiquons.

taxes ne sont pas une solution miracle. Il s'agit d'une façon parmi tant d'autres de civiliser le monde financier, qui doit intégrer d'autres méthodes.

Les grands enjeux des élections américaines



Conférence par Karine Prémont; compte rendu : Ghislaine Raymond

L'élection américaine 2008 a suivi un déroulement inhabituel et surprenant. Des primaires et du choix des candidats à la vice présidences à l'élection du président Obama, les États-Unis ont connu une campagne qui sortait de l'ordinaire.

Varia et contacts



N'hésitez pas à nous contacter si vous avez des commentaires, des questions ou que vous désirez vous impliquer plus à fond !

Les différentes manifestations de la crise

Conférence d'ouverture par Robert Jasmin

Robert Jasmin est président d'Attac-Québec

Compte rendu par Monique Jeanmart

Dans sa conférence d'ouverture, Robert Jasmin montre que la crise est globale : de financière elle a contaminé l'économie réelle dans son ensemble et se déroule, avec en toile de fond, une crise beaucoup plus globale : celle qui menace notre existence même d'habitants de la planète : la crise environnementale.

Alors que les analyses rappellent à satiété « les méandres techniques » de cette crise financière, pour en saisir les véritables fondements il faut s'interroger sur les racines profondes que les événements récents ne font que masquer. La « crise mère » est avant tout celle des valeurs de notre société. Comme l'écrivait déjà Emmanuel Todd en 1999, « la toute-puissance de l'économie n'est qu'une illusion...(si ses phénomènes) sont bien réels, ils ne font que refléter et masquer des déterminants culturels et anthropologiques beaucoup plus profonds... ».

Le capitalisme libéralisé à outrance, sans réglementation ni encadrement, n'est que l'expression de la loi de la jungle, la loi du plus fort, « un système qui porte la guerre comme les nuages portent la pluie ». Un système qui génère une conception guerrière de la vie économique, mais que l'idéologie cache sous des termes neutres comme « saine concurrence, rationalisation, rentabilité obligée, etc. » et qui nous disent que le profit conduit « au progrès et à la croissance éternelle ». Cette guerre économique n'est possible que par un conditionnement idéologique des esprits que les idéologues (les think thank) de droite propagent en érigeant leur pensée unique en dogme. C'est le caractère absolu de ce dogme qui permet de faire oublier que l'économie n'a pas de loi absolue, mais qu'elle est constituée par un ensemble de règles et de mécanismes mis au point par des individus et qui sert des intérêts particuliers.

Cette crise est multidimensionnelle : elle est d'abord *morale*. Le néolibéralisme s'effondre, miné par ses propres contradictions et ses excès. Plusieurs enquêtes effectuées auprès de femmes cadres ont montré que beaucoup d'entre elles reconnaissaient que la crise actuelle est autant morale que technique. Les idéologues se préoccupaient de combattre les ennemis de l'extérieur, sans se douter que le système était rongé de l'intérieur par la cupidité de ceux-là même qui sont au cœur du système.

Sous une autre facette, cette crise est également celle d'une *faillite intellectuelle*. C'est la faillite d'une idéologie qui a remplacé les savoirs et les connaissances par des « croyances aveugles » parce que ses défenseurs : analystes, universitaires, financiers et journalistes ont abandonné tout esprit critique pour croire « aux vertus du Dieu-Marché » et les défendre aveuglement.

Mais elle est aussi politique parce que les politiciens ont abandonné leur rôle de défenseur du Bien commun pour se soumettre aux diktats des dirigeants financiers générant par là perte de confiance et cynisme des citoyens. La crédibilité de ces dirigeants politiques est mise à rude épreuve quand on les voit trouver des centaines de milliards de dollars pour voler au secours des banques (celles-là mêmes qui ont enclenché le processus qui a mené à la crise financière) alors que les gouvernements ont tant répété « que les coffres étaient vides ».



Enfin, la toile de fond de cette crise est générée par nos comportements destructeurs : la crise environnementale qui résulte de la course à la consommation. C'est cette *surconsommation* qui est le moteur de l'économie actuelle. Ici, nous touchons à la contradiction ultime de notre société où le remède que l'on préconise (accroître la consommation) est au fondement même du problème.

En conclusion : cette crise nous révèle à nous même : mais il ne suffit pas de « comprendre », ce qu'il nous faudra c'est « **changer** ». En ce sens, le conférencier nous ramène à la définition même du mot « crise » qui en grec signifie, à la fois, catastrophe, mais aussi opportunité, aboutissement d'un état antérieur et ce qui doit être dépassé. Cette crise devrait être l'occasion de mettre notre imagination en marche pour construire un autre monde que nous savons maintenant nécessaire.

Crise financière globale : quelles voies de sortie?

Conférence de clôture par Jacques B.Gélinas

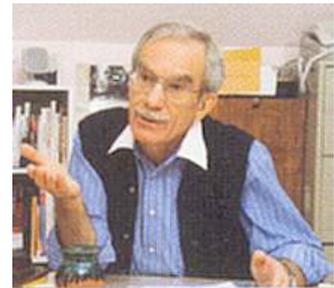
Jacques B. Gélinas est sociologue, auteur du Dictionnaire critique de la globalisation et membre du Conseil scientifique d'Attac-Québec

Compte rendu par Monique Jeanmart

Dans la première partie de son exposé, le conférencier retrace « les méandres techniques » qui ont mené le monde à la crise financière actuelle. A l'origine, aux États-Unis, le phénomène déclencheur : les *subprimes*, ces hypothèques à taux minimes (en dessous des taux du marché), offertes à des locataires peu ou pas solvables, pour leur permettre de devenir propriétaires et ainsi accéder à « l'American dream » ... ce que des dizaines de millions d'Américains ont fait. Les sociétés financières ayant octroyé ces prêts (pas seulement hypothécaires) à haut risque vont les transformer en titres de créances (c'est la *titrisation*) afin de partager les risques.. Ces titres (Papiers commerciaux adossés à des actifs : PCAC), transformés en valeurs mobilières vont se négocier sur les marchés financiers exemptés de toute régulation et de tout encadrement. Considérés comme « des valeurs sûres » ces papiers se vendent bien (même la Caisse dépôt du Québec va en acheter pour 13 milliards!)

Mais ce qui devait arriver arriva. À mesure que les taux d'intérêt augmentent, les propriétaires à risque vont être mis en défaut de paiement : des millions de maisons vont être saisies par les institutions prêteuses et mises à l'encan faisant ainsi s'effondrer les prix. À mesure que s'enrayaient les rouages de cette machine spéculative et que s'évaporait « l'argent virtuel », les institutions financières se sont mises à manquer de liquidités pour « l'économie réelle » (celle qui produit les biens que nous consommons). C'est dans les années 80 que la sphère financière s'est mise à tourner sur elle-même déconnectée de l'économie réelle et que la déréglementation des institutions financières a permis, par une spéculation opaque et complexe, l'enchaînement fatal et a rendu possible l'impensable : faire de l'argent avec de l'argent sans passer par la production de biens et de valeurs réelles.

La crise s'est répandue, comme un effet domino, sur l'ensemble de la planète contaminée par ces actifs « toxiques » mais surtout par les valeurs qui les ont



engendrés : la cupidité et la recherche de gains faciles et rapides. Force est de constater qu'elle présente différentes facettes inter reliées (financière, économique, énergétique et environnementale).

On connaît la suite : les gouvernements ont tenté (en vain) d'arrêter l'enchaînement fatal en injectant des centaines de milliards dans le système financier pour éviter son effondrement. Autrement dit, en tentant de remettre sur les rails le même train, avec le même conducteur et dans la même direction! Est-ce vraiment la solution? En voyant les économies continuer de s'effondrer comme des dominos, en voyant ceux qui sont à l'origine de la crise retrouver des moyens d'action « libres de toute entrave » on peut en douter. Et le conférencier de rappeler la sagesse d'Einstein « *The problems that exist in the world cannot be solved by the same level of thinking that created them* ».

Finalement, pour sortir de cette crise il faut voir que ses racines sont la cupidité et la liberté laissée aux prédateurs d'agir uniquement en fonction de leurs seuls intérêts. Deux questions se posent dès lors : ce capitalisme est-il viable? Est-il réformable? Parce qu'il est fondé sur une surconsommation destructrice, il semble que la réponse soit non. Pour le conférencier, si le salut de la planète passe par un changement des modes de consommation, celui-ci n'est possible que « par un changement du mode de production ».

Depuis le XIXe siècle, l'organisation coopérative (le coopérativisme) a surgi en opposition aux valeurs capitalistes. Au Québec, Alphonse Desjardins en voyant se développer le capitalisme et la concentration du capital qui l'accompagne, avait acquis la conviction que seul le contrôle coopératif de l'épargne permettrait la maîtrise démocratique du capital par les classes populaires. Il a été un des premiers au Québec à voir qu'une économie alternative basée sur d'autres valeurs, telles la solidarité et la coopération, pourrait être le contre-pied du paradigme capitalisme. Le Mouvement Desjardins actuel est-il encore cette alternative souhaitée par son fondateur? Excepté pour quelques Caisses d'exception on peut en douter, ce qui n'invalide pas pour autant l'idée que, pour sortir de la crise, il faut reconnaître à sa juste valeur un système qui pourrait refonder notre système de production sur des valeurs de solidarité et d'entraides seules capables de remettre ce monde sur ses rails.

Spéculation financière et crise alimentaire mondiale

Atelier par Louis Gaudreau

Louis Gaudreau est doctorant en sociologie

Compte rendu par Stéphanie Lessard Gagnon

Depuis plus d'un an, la crise alimentaire mondiale fait couler beaucoup d'encre et les explications abondent sur les causes de la flambée des prix de denrées comme le blé, le maïs, le riz et les céréales. Les analyses les plus courantes font état de facteurs socio-économiques comme le développement exceptionnel des pays émergents, le protectionnisme des pays occidentaux, la hausse du prix du pétrole et l'utilisation du maïs pour faire de l'éthanol, ainsi que de facteurs environnementaux comme les changements climatiques et l'appauvrissement des sols. Mais selon Louis Gaudreau, ces analyses ne suffisent pas à expliquer pourquoi le prix des denrées alimentaires varie subitement, augmentant en flèche il y a un peu plus d'un an, et piquant du nez depuis peu. Dans son atelier sur la



spéculation financière et l'autosuffisance alimentaire, présenté dans le cadre de la journée d'étude Saisir les fondements de la crise financière, Louis Gaudreau fait comprendre clairement le rôle qu'a joué la spéculation financière dans le développement de la crise alimentaire mondiale.

Financiarisation de l'économie

D'abord, il est faux de prétendre que la financiarisation de l'économie n'a pas d'effet, ou peu, sur la société et sur l'économie réelle, soit celle qui permet à des travailleurs de mettre du beurre sur leur pain. La logique d'accumulation qui guide les spéculateurs pousse ces derniers à prendre des décisions orientées uniquement vers l'augmentation de la valeur des actions en bourse, afin que celles-ci soient facilement échangeables sur les marchés. On le sait, pour accumuler des capitaux, il faut acheter et vendre des actifs financiers or, une action qui prend de la valeur est plus facilement échangeable qu'une action qui dégringole. Ainsi, on appelle liquidité financière la capacité d'une action d'être échangeable sur les marchés. Les investisseurs cherchent, grâce à la liquidité financière, à se débarrasser des risques de perdre leurs investissements.

La financiarisation de l'économie est donc cet accroissement de la liquidité des marchés financiers. Depuis les années 70, une série de décisions ont été prises pour accroître cette liquidité, dans le cadre de la libéralisation des marchés. On assiste depuis à un décloisonnement des activités bancaires qui favorise la spéculation en bourse. Autrement dit, la finance est de plus en plus basée sur l'utilisation de la confiance des investisseurs et pour accroître cette confiance, il a fallu trouver des moyens de diminuer le risque et pour se faire, un marché ahurissant de produits dérivés a vu le jour, c'est-à-dire un marché de produits financiers de protection contre le risque. Ce marché a supplanté l'économie réelle en un rien de temps. Aujourd'hui, le marché des produits financiers dérivés représente une valeur d'environ 1406 mille milliards de dollars, tandis que le simple marché, celui de l'économie réelle, représente une valeur d'environ 44,8 mille milliards de dollars, soit 31 fois moins que le marché des produits dérivés!

Création de bulles spéculatives

Depuis les années 80, lorsque les bourses sont devenues des compagnies privées, la création de possibilités d'investissement est devenue sans limites et c'est à partir de cette époque que la sphère financière n'a cessé de s'accaparer toutes les sphères de la vie. C'est aussi à cette époque que les marchés à terme ont vu le jour. Ce sont ces marchés, grâce auxquels on peut acheter à l'avance des marchandises (dans le but de spéculer), qui permettent aux investisseurs d'acheter du grain, du bétail ou des produits alimentaires avant même que ces produits n'existent réellement. Or, il y a environ trois ans, lorsque le marché immobilier, ou la bulle immobilière, a commencé à chuter, les investisseurs se sont tournés vers le marché des matières premières, qui était perçu à ce moment comme un marché plus sûr. C'est cet intérêt croissant du monde financier pour le marché des matières premières qui a contribué à faire augmenter les prix de la nourriture et de l'énergie, car un produit convoité représente peu de risque, donc il prend de la valeur et les actions grimpent, de même que le flux des produits dérivés s'y rattachant. Résultat : la bulle spéculative ainsi créée offre de belles possibilités d'investissement. Toutefois, depuis peu, les prix des denrées alimentaires piquent du nez, mais ils pourraient remonter à tout moment si aucune réglementation n'intervient pour éviter une telle catastrophe.

En résumé, la quête obsessionnelle de rendement fait passer le monde de la finance d'une bulle spéculative à une autre, et ce, sans tenir compte de l'économie réelle et des sociétés. Les produits financiers dérivés, les marchés à terme et tous les instruments financiers rendent possible la spéculation sur presque tout, y compris sur les produits de première nécessité.

Mécanismes financiers et conséquences pour les citoyens

Atelier par Marc-André Gagnon

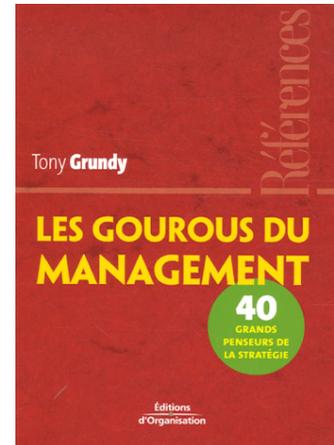
Marc-André Gagnon est chargé de cours en économie et en sociologie à l'UQAM

Compte rendu par Stéphanie Lessard Gagnon

Dans le journal La Presse du 28 novembre 2008, Jacques Ménard de la financière BMO Nesbitt-Burns affirmait au sujet de la crise économique actuelle: «En 40 ans de vie professionnelle, je n'ai jamais même imaginé un tsunami financier de l'envergure de ce qu'on vit présentement. Le produit de décennies d'efforts s'est envolé de même que de nombreuses illusions... »^[1]. Cette même révélation illusionniste, Alan Greenspan, ex-grand patron de la banque centrale des États-Unis, l'a formulée quelque temps avant à propos de l'autorégulation du marché libre, désentravé des régulations imposées par l'État.

Les solutions proposées par M. Ménard sont critiques du taux d'endettement des ménages qui est trop élevé, preuve d'un manque de responsabilité des particuliers. Il propose un redressement de la demande des biens et services (sous-entendant travailler plus), une réglementation accrue par l'État et la réduction de l'impôt des entreprises parce ce fardeau pénalise leur initiative. Ce faisant, il recentre l'intérêt commun sur le modèle économique néolibéral. Ce qui amène Marc-André Gagnon à la conclusion que les grands gourous de la Finance ont financé des organisations gérant un discours orthodoxe sur le bon fonctionnement d'un marché laissé à lui-même et que selon eux, si on en est là, c'est la faute de l'État. On doit laisser le Capital se recapitaliser en laissant les financiers financer. Citoyens travaillez! Faites-nous confiance! L'inquiétude et le doute ne sont pas créateurs de stabilité, donc de croissance. Mais que s'est-il réellement passé?

Durant les trente glorieuses, entre 1945 et 1974, une hausse de la production entraînait une hausse des salaires effective, et de l'épargne pour les travailleurs. Du jamais vu! On a donc cru longtemps que si la productivité marginale augmentait, les salaires allaient suivre, tels les bateaux qui suivent la marée, mais on a plutôt constaté le contraire depuis les années Reagan. Ainsi, depuis 1979, le nombre d'heures travaillées a augmenté de 25% pour un salaire réel inférieur à celui de 1965. Au Canada, on aurait gagné 53\$ de plus par année durant la même période. Entre 1979 et 2004, les 60% des centiles inférieurs de la population salariée se sont appauvris malgré l'observation d'une véritable hausse des salaires pour le même groupe entre 1947 et 1979. Les solutions keynésiennes ont créé une inflation qui grugeait les dettes, ce qui nécessita une recapitalisation des banques. Maintenant, plus les salaires sont bas, plus on s'endette, plus les banques font des profits et ont de l'argent anticipé à prêter. Avec l'épargne dirigée vers les marchés financiers, c'est la nouvelle recette financière qui fait que, depuis 1979, on puise nos liquidités personnelles dans le crédit plutôt que dans l'épargne.



Ce qui nous mène à la crise financière actuelle, à cause d'un niveau de profit spectaculaire dégagé durant la décennie 1990-2000, qui a été considéré comme un excès de liquidités. Une occasion rêvée d'expérimentation ou un excès de confiance (!): pour créer plus de croissance économique, donc plus de richesse, on prêterait à n'importe qui. Les risques des prêts sont ainsi partagés dans tout le système [2], cautionnés par la hausse continue du marché immobilier, les maisons gagnant toujours en valeur, les ménages n'auront qu'à renégocier une hypothèque à la hausse pour obtenir des liquidités sur le différentiel de la valeur projetée. Mais pour se faire, les banques doivent se prêter entre elles. Et c'est là que le plan de sauvetage Paulson devait agir, en injectant des liquidités dans les banques pour éviter qu'une d'entre elles déclare faillite et entraîne une autre à la ruine, ainsi de suite. Les actifs des banques en chute libre ont amené des problèmes de solvabilité des ménages, entraînant la récession par l'usage de méthodes de contrôle pourtant déjà éprouvées.

Or, selon Marc-André Gagnon, nous traversons un moment charnière où les citoyens pourraient questionner les acteurs de ce capitalisme financiers, car ce sont ces mêmes citoyens qui fournissent le labeur et l'argent qui sert à la recapitalisation. On doit notamment questionner le niveau d'emploi et le revenu réel versus l'importance de la famille et du temps disponible pour nos exigences de loisir. On devrait aussi se pencher sur l'acceptabilité de la crise environnementale et les inégalités sociales, telles que le salaire des patrons, qui dans les années 1940 équivalait à 40 fois celui des employés, mais qui équivaut aujourd'hui 1900 fois celui des travailleurs. Une autre question fondamentale à soulever, qui rejoint le point de vue d'Attac-Québec, est celle du déficit du budget public engendré par l'investissement des épargnes des citoyens dans des régimes d'épargne études (RÉÉ) et autres RÉER qui transforment les citoyens en investisseurs aveugles.

Notes

- [1]<http://www.cyberpresse.ca/opinions/forums/la-presse/200811/28/01-805205-tout-un-lendemain-de-veille.php>
- [2]À l'appui Marc-André Gagnon utilise un schéma sur la crise engendrée par les subprimes tiré du site du journal Le Monde Diplomatique http://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/infographie/2008/10/22/des-subprimes-a-la-chute-des-bourses-les-mecanismes-de-la-crise-financiere_1109590_1101386.html

Les taxes globales pour contrer la crise

Atelier par Claude Vaillancourt

Claude Vaillancourt est professeur, secrétaire général d'Attac-Québec

Compte rendu par Jean Philippe Baillargeon

Introduction

Même si leur popularité est en hausse en temps de crise, ces taxes ne sont pas une solution miracle. Il s'agit d'une façon parmi tant d'autres de civiliser le monde financier, qui doit intégrer d'autres méthodes. D'en parler ne peut pas être néfaste



et ce n'est pas parce que les gouvernements sont « mollassons » qu'il ne faut pas en discuter.

Les taxes globales, si on les a un jour proposées et qu'on se doit d'en parler actuellement c'est qu'elles sont une source de revenus considérable : que 85% de la sphère financière ne rapporte presque rien en impôt c'est un scandale! La fiscalité se retrouve à plusieurs niveaux de gouvernements, mais l'économie internationale y échappe alors que la majorité des capitaux circule à ce niveau depuis quelques décennies. C'est donc l'un des ingrédients du constat d'échec de la redistribution de la richesse, parce que:

1. la progressivité de l'impôt par palier est à la baisse,
2. les élus Bush, Sarkozy et Harper aménagent des baisses d'impôts pour les riches et la classe moyenne aisée,
3. les moyens de pratiquer l'évitement fiscal et l'évasion fiscale se multiplient, en même temps que l'émergence de nouveaux paradis fiscaux (villes ou États),
4. les gouvernements effectuent des coupures dans les effectifs des agents de contrôle fiscal,
5. les États sont mis en concurrence par des palmarès de la fiscalité la plus basse (tel que celui de l'OCDE)
6. ce sont les individus qui assument 80% de l'assiette fiscale, alors que les entreprises n'en paient que 20% et reçoivent des subventions gouvernementales.

Toutes ces tendances pourraient être affaiblies par les taxes globales, en plus de stabiliser l'économie en contrant la spéculation outrancière.

Différents types de taxes globales déjà connues

Taxe Tobin: taxe homéopathique appliquée sur le marché des changes à un taux de 0,1% Elle soutire des recettes énormes, permet de limiter la spéculation (comme celle sur le dollar canadien l'an dernier) qui réduit les réserves nationales (lors d'attaques spéculatives) et empêche l'investissement public.

Exemple du marché des changes :

En une journée, une monnaie peut fluctuer de quelques centièmes de cent ou Oh bonheur! de quelques sous. Un agent cambiste achète une énorme somme de dollars U.S. à Tokyo et les revend à Londres pour empocher le différentiel de taux de change. En 2004, le flux de ce type de spéculation à été de 450 \$ trillions dans l'année, en moyenne 1950 \$ milliards par jour. En 2007, on a pu chiffrer un flux de change de 3200 \$ milliards par jour.

Variante de Paul Spahn: elle sert de stabilisateur à l'économie, à un taux de 0,001%. Elle augmente lors d'attaques spéculatives. L'intérêt envers cette taxe fait plus l'unanimité.

Autre tendance : Une taxe à 1% qui rapporte gros et bloque la spéculation.

Combien ça pourrait rapporter?

Les échanges financiers diminuant leur vitesse de déplacement ces taxes en réduiraient le nombre. On aurait également un effet sur l'évitement et la fraude fiscale. On évalue les gains entre 200 et 750 milliards selon le type de taxe et l'application. Les revenus seraient suffisants pour instaurer l'accès universel aux

besoins de bases en alimentation, en santé et en éducation.

Comment l'appliquer?

Le meilleur moyen serait de taxer chaque transaction retracée par SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) qui a pour mandat de sécuriser les transactions bancaires électroniques. Mais politiquement, il y a beaucoup d'opposition.

Qui pourrait récupérer l'argent de ces taxes?

- Les Banques Centrales locales, pour le financement public ou des subventions aux entreprises,
- L'ONU, qui réglerait son sous-financement chronique,
- Une nouvelle instance internationale,
- Ou les Banques Centrales à 50 % et les autres 50 % à l'ONU ou autre instance internationale.

On peut rêver...

De nouvelles taxes sont matière à discussion :

1. Taxe sur les produits de la bourse, tels les produits dérivés, qui rapporterait plus que la taxe Tobin,
2. Taxe sur l'investissement étranger (ou les délocalisations), qui viserait à établir des critères de conditions de travail à la hausse,
3. Taxe sur les bénéfices inscrits au bilan financier des entreprises transnationales,
4. Taxe sur la fortune,
5. Taxe sur les ventes d'armes,
6. Ou mieux, la zone Euro pourrait devenir une zone Tobin, ce qui pourrait faire boule-de-neige.

Ce qui existe déjà...

Taxe sur billets d'avion qui croit entre 1 et 40 € selon la distance du vol (imaginée par Jacques Chirac et Attac-France), elle contribue à éliminer le SIDA et le Paludisme en Afrique.

En conclusion

Des régions ou pays durement affectés par des crises nées de la spéculation (la Malaisie par exemple) ont déjà pratiqué ce type de taxe et c'est ce qui leur a permis de s'en tirer durant la crise asiatique des années 1990. Probablement qu'avec cet outil les crises du peso au Mexique, et en Argentine n'auraient pas eu autant de conséquences.

Même si la droite, représentée par le milieu des affaires, pense que ces taxes sont une menace pour la croissance, comme les considérations écologiques le sont aussi dans son idéologie actuelle, et même si la gauche décrie l'implantation d'une réforme qui renouvelle le Capitalisme, la mise en place de taxes globales est un outil pour remettre les problèmes fondamentaux à l'ordre du jour et commencer à tenter de les régler.

Le Forum social de l'Outaouais : un autre monde est possible

Compte rendu par Marie Ève Thériault (novembre 2008)

Quel beau sentiment que celui de se sentir en harmonie avec le monde, unis pour une même grande cause et stimulés par une énergie partagée. Dès le départ, le Forum social de l'Outaouais (FSO) – une première dans la région –, promettait une fin de semaine des plus exaltantes. Près de 500 participants se sont joints à cette réalisation concrète de solidarité, qui se déroulait à l'Université du Québec en Outaouais du 7 au 9 novembre dernier, transformant l'événement sans précédent en une réussite incontournable.



Le FSO a non seulement été un succès, mais il a aussi su attirer des personnes de milieux et d'âges variés, affirme Émilie Grenon, membre du comité organisateur. « On dit souvent que ce sont les mêmes qui viennent, mais plusieurs m'ont affirmé qu'ils participaient à un tel événement pour la première fois », précise-t-elle. Jeune bénévole, elle explique cette performance par une liste de contacts bâtie lors des derniers forums sociaux québécois et une couverture médiatique assez modeste. Elle convient qu'il s'agissait d'une « première expérience pour tout le monde, donc apprise sur le tas ».

Expérimenté ou pas, le comité organisateur semble avoir planifié le forum à la perfection. Le vendredi soir, le concert d'ouverture a clairement enchanté les spectateurs qui ont, pour la plupart, découvert des artistes talentueux régionaux et internationaux. Que ce soit sous les rythmes joyeux de Roda de Samba ou ceux plus cognant du slam poésie de Marjolaine Beauchamp; l'anticipation et l'excitation face aux activités des prochains jours étaient palpables.

La liste des associations communautaires de la région de l'Outaouais s'est avérée surprenante. Une cinquantaine d'organisations étaient présentes au forum derrière un kiosque d'information ou en présentant un atelier sur des enjeux internationaux et locaux. De la situation des femmes à celle des Autochtones, du domaine de l'environnement à celui de la santé, du rôle de la démocratie à celui du communisme, de nombreux sujets ont été mis sur la table, prêts à être débattus par le public. Le seul hic se limitait à devoir choisir parmi les nombreux ateliers proposés!

« Beaucoup d'ateliers ont été suggérés, et puisque les gens avaient le choix entre huit de ceux-ci en même temps, ils devaient se séparer, » admet Émilie. « Il faudra voir s'il sera possible de remédier à cette situation dans un futur forum qui, par exemple, pourrait durer plus longtemps. Malgré tout, ceci témoigne bien de la diversité et du dynamisme du milieu! »

Pendant les pauses, il était aussi possible d'assister à divers courts spectacles de danse traditionnelle, d'étancher sa soif avec du café équitable et de manger à son aise grâce à un goûter sain et biologique – gracieuseté du Dépanneur Sylvestre –, le tout assujéti d'une contribution volontaire. Le forum s'est finalement terminé le dimanche par une marche jusqu'à l'île de Victoria, où se situe une réserve autochtone, afin de rencontrer un aîné de la communauté algonquine du Lac Barrière.

La contribution d'ATTAC

Bien entendu, la cellule outaouaise de l'Association québécoise pour la taxation des transactions financières et l'action citoyenne (ATTAC) voulait absolument faire sa part en participant à ce forum exceptionnel. Françoise Breault, un membre fondateur de la section locale depuis plusieurs années, tenait à présenter un atelier interactif sur un enjeu qui la concerne particulièrement, « Notre démocratie est en péril », explique-t-elle dans un résumé écrit. « Aux dernières élections, le taux de participation a atteint à peine les 60 %. Les médias parlent souvent du cynisme des électeurs et surtout des jeunes. Est-ce cynisme ou lucidité? Après avoir recensé les indicateurs de cette dégradation de la démocratie, nous explorerons comment nous pouvons travailler à sa libération et à sa plus grande vitalité. »

Avec son titre revendicateur, *Comment bâillonner la démocratie à notre insu*, son exposé a attiré près de 30 auditeurs un dimanche matin. « C'était le fun, je crois! », avoue-t-elle modestement, bien qu'elle aurait préféré avoir plus de temps pour la partie remue-méninge. L'animatrice a conclu l'audience avec la chanson du groupe Mes Aïeux, *Le déni de l'évidence*, en précisant bien que ceux qui n'avaient pas eu la chance de l'écouter devraient le faire chez un disquaire ou à la bibliothèque. Avis aux intéressés!

Et après?

Si le FSO a permis une prise de conscience sérieuse chez ses participants quant aux enjeux qui nous entourent, réussira-t-il à avoir un impact important dans leur vie ? Émilie, qui a observé d'importants échanges et du réseautage, en est convaincue. « C'est vraiment l'esprit du forum, c'est-à-dire de créer un espace où les gens peuvent se rencontrer, échanger sur différentes luttes et envisager comment ils peuvent s'aider », soutient-elle. « Même s'il ne s'agit pas nécessairement de choses concrètes, j'aime croire que des liens se sont créés. Dans n'importe quel mouvement, c'est en se mettant ensemble et en jumelant nos actions qu'on peut être plus fort. » Pour l'organisatrice, il s'agit également d'un moyen de motiver les gens impliqués dans le domaine social, qui peuvent souvent se sentir fatigués et seuls. « En rencontrant des gens qui vivent et ressentent la même chose que nous, on réalise qu'il y a d'autres options et cela peut donner un nouveau souffle à certaines personnes, » acquiesce-t-elle.

Un futur FSO

La question brûle les lèvres : à quand le prochain FSO? Rien n'est encore décidé, mais une rencontre était prévue le 15 décembre dernier afin d'évaluer si des bénévoles seraient prêts à orchestrer un éventuel forum. Entre-temps, il faut aussi considérer le Forum social mondial qui aura lieu au Brésil du 27 janvier au 1^{er} février 2009 ainsi que le Forum social québécois qui se déroulera à l'automne de la même année.

« Pour l'instant, on va concentrer nos efforts sur la mobilisation des gens de l'Outaouais pour qu'ils se rendent à Montréal lors du prochain Forum social Québécois, annonce Émilie. Un prochain FSO pourrait advenir en 2010 ou 2011, mais rien n'est coulé dans le béton. » Elle soutient que tout dépendra de l'implication des gens, étant donné qu'il n'existe ni comité permanent, ni personne en charge ou directeur général, comme dans les autres associations. En effet, la mise sur pied d'un forum s'organise de façon horizontale, et non hiérarchique, ce qui fait qu'il s'agit « d'une initiative qui vient vraiment des citoyens », indique-t-elle. « J'ai toutefois l'impression que les gens ont aimé leur expérience et qu'ils

voudront la renouveler! »

Pour en savoir davantage et suivre l'évolution du futur FSO, rendez-vous sur le blog à <http://forumsocialoutaouais.blogspot.com/>, où vous pourrez également rendre compte des décisions de l'Assemblée des mouvements sociaux qui tient des réunions publiques ouvertes à tous les citoyens.

L'altermondialisme, toujours une avenue ?

Conférence par Robert Jasmin et Lorraine Guay

*Conférence donnée dans le cadre des Café rencontre
d'ATTAC Montréal (septembre 2008)*

Compte rendu par Ghislaine Raymond

D'entrée de jeu, Robert Jasmin, Président d'ATTAC-Québec, résumait en ces termes la crise financière en cours : « Aujourd'hui nous sommes à bord d'une auto avec au volant un conducteur ivre dérivant sur une surface glacée ». Ce capitalisme financier n'a rien à voir avec l'économie réelle. Depuis dix ans maintenant, le mouvement altermondialiste, dont ATTAC est un des membres actifs et reconnus, s'est développé et a marqué des points notamment contre l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI), contre la ZLEA et l'AGCS/OMC.

Où en sommes-nous? Nous sommes encore peu nombreux à lutter contre la mondialisation des marchés. Malgré le bon travail fait en ce sens, la militance dans nos rangs connaît un certain essoufflement. L'entretien de l'ignorance dans les médias corporatifs omni présents dans l'espace public rend notre tâche difficile.

Où devons-nous aller? Il nous faut promouvoir un projet de société axé sur une fiscalité basée sur l'empreinte écologique que nous laissons, questionner la croissance et la mesurer sur la base des indices de développement humain (IDH) et non sur ceux du produit intérieur brut (PIB), remettre le bien commun, le bien public au centre de nos préoccupations.

Robert Jasmin rappelle qu'on n'est pas là pour dresser le tableau idéal de l'avenir; en tant qu'êtres historiques qui peuvent affronter le réel, nous pouvons nous dépasser et il termine sur la perspective qu'une « cathédrale humaine se construit pierre par pierre et cette tâche est la nôtre ».

Pour sa part, Lorraine Guay questionne l'altermondialisme que nous pratiquons : « Sommes-nous dans le vacillement de la foi ou dans le regard critique sur l'orientation? » Elle constate que des conceptions économistes, teintent nos luttes contre la déréglementation, la privatisation, la mondialisation. Elle questionne le sens de notre lutte contre le capitalisme, le patriarcat et le racisme. Trois luttes spécifiques ou une même lutte? Cette réflexion que Lorraine a amorcée reste à approfondir.

Inquiète de l'emprise du conservatisme et des idées de droite qui se renforcent tant au Québec qu'au Canada, elle conclut en nous invitant tel que le disait Brecht à « entretenir en nous le dur désir de durer » ce qu'elle traduit en ces termes : « Lutter pour de quoi vivre, mais aussi pour des raisons de vivre ».



Les grands enjeux des élections américaines

Conférence par Karine Prémont

Conférence donnée dans le cadre des Café rencontre d'ATTAC Montréal; Karine Prémont est associée à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand (octobre 2008).

Compte rendu par Ghislaine Raymond

L'élection américaine 2008, un déroulement inhabituel et surprenant

À l'encontre des attentes des politologues de voir Hillary Clinton affronter Rodney, les primaires républicaines lui ont préféré McCain, et les démocrates Obama, après une lutte serrée. La participation populaire aux votes des primaires, stimulée par les informations diffusées sur Internet, est un événement en soi.

Les candidatures à la vice-présidence ont aussi suscité des controverses, Sarah Palin pour ses propos déconcertants sur la politique internationale et son conservatisme, Joe Biden, pour son franc parlé. Les conventions confirmant les candidats à la Présidence, qui d'ordinaire n'attirent que peu l'attention, ont accaparé des auditoires records devant le petit écran. Obama a réussi à en faire un événement grand public couru alors que pour McCain, ce fut un « non-événement », la menace appréhendée d'un ouragan ayant déplacé et retardé la rencontre.

Les trois débats électoraux, bien qu'ils n'aient pas donné lieu à des prises de position explosives, ont été suivis par un plus grand nombre d'états-uniens que lors des élections de 2000 et 2004. La publicité a pris une ampleur jamais vue, les coffres des démocrates étant plus garnis. C'est la publicité négative, celle de la peur que l'on tente d'instaurer, qui a été la marque de commerce de McCain alors que Obama, qui s'en défendait, y a succombé à son tour en fin de campagne. Les médias du monde entier ont suivi de près et ont attaché une importance sans précédent à cette élection non conventionnelle.

Les enjeux, eux, étaient quasi inexistantes avant l'escalade de la crise financière. Aucun des thèmes pressentis tels le coût de l'essence, la santé ou la guerre n'a réussi à s'imposer. C'est l'aggravation des pertes en bourse qui a donné une orientation précise aux débats de fin de campagne.

Karine Prémont n'a pu conclure à la victoire de l'un ou l'autre des candidats le 15 octobre dernier. Les sondages ne donnaient pas une avance déterminante à Obama et la crainte de l'effet Bradley, ce déplacement d'intentions des électeurs à la veille d'un scrutin à l'encontre d'un candidat noir, rendant l'issue incertaine.

Lors d'une élection à la présidence des États-unis, bien que la personne élue soit reconnue comme ayant un rôle déterminant sur la scène internationale, elle demeure, sur un plan décisionnel, soumise au Congrès pour sa politique intérieure, lequel ne fonctionne pas avec une ligne de parti comme cela se produit au Québec et au Canada. Le défi du nouveau président des États-unis sera d'unifier les membres du Congrès pour faire progresser des dossiers majeurs tels ceux de la crise financière et de la santé.



Les cafés rencontres d'ATTAC se tiennent tous les 3e mercredis de chaque mois.

Pour connaître les sujets, consultez le site <http://www.quebec.attac.org>

Prochain café rencontre : *Femme et militarisation*

Date : mercredi 18 février 2009

Endroit : [Bar populaire](#), 6584 Saint Laurent.

Pour toute suggestion, commentaire ou questions veuillez vous adresser à la coordonnatrice du bulletin.

Pour des conférences, séminaires, présentations dans votre région, invitez ATTAC !

ATTAC-QUÉBEC

Succursale Saint-Jean-Baptiste, C.P. 70012

Québec, G1R 6B1

quebec@attac.org

<http://www.quebec.attac.org>

Coordonnatrice du bulletin :

Monique Jeanmart (moniquejeanmart@videotron.ca)

Mise en page et réalisation :

Normand Mousseau

=